

A Paris, une colocation entre réfugiés et Français réinvente la solidarité

PAR NEJMA BRAHIM

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 8 OCTOBRE 2020

Depuis trois semaines, douze réfugiés statutaires et autant de citoyens français cohabitent dans un immeuble de la Régie immobilière de la ville de Paris, dans le 1^{er} arrondissement. Inaugurée lundi 5 octobre, la « *colocation solidaire* » doit favoriser la mixité sociale et l'intégration des personnes exilées.



Abbas, réfugié afghan et pizzaiolo. © NB

« *Le lieu est un peu particulier* », confie Elisa Desqué, responsable développement chez Caracol, association spécialisée dans les colocations mixtes et la défense du droit à la ville pour tous. « *Nous travaillons beaucoup dans le pavillonnaire et ici, il a fallu repenser la colocation à l'échelle d'un immeuble* », détaille-t-elle, fière d'avoir relevé le défi aux côtés d'Urban Lab, « laboratoire d'expérimentation urbaine » de Paris.

Après dix mois de travail et une pandémie venue chambouler le calendrier, le projet qu'elle aime surnommer son « *bébé* » a été inauguré lundi 5 octobre : une colocation solidaire et multiculturelle réunissant réfugiés statutaires et citoyens français, en plein cœur de la capitale, dans un immeuble vacant de la Régie immobilière de la ville de Paris (RIVP).

« *C'est un beau projet, qui œuvre pour l'optimisation de l'espace et la mixité sociale. Il y a aussi l'idée que tout le monde, réfugié ou pas, peut bénéficier d'endroits magnifiques comme celui-ci, au cœur de Paris* », relève Jean-Luc Romero, adjoint chargé des droits humains, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations. Mi-août déjà, une colocation entre trois réfugiés LGBTQ+ voyait le jour à Belleville, dans un appartement mis à disposition par la Ville.

« *Cette colocation entre réfugiés et Français est une première* », souligne Ian Brossat, adjoint chargé du logement, de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés. Au total, la colocation Rousseau comprend 24 logements de type studio, proposés à la location pour une durée de douze mois et pour un loyer mensuel de 75 euros.



Abbas, réfugié afghan et pizzaiolo, est ravi d'habiter en plein cœur de Paris où se trouve la majorité de ses clients. © NB

Derrière l'imposante grille du 18 de la rue Jean-Jacques-Rousseau, Abbas enchaîne les allers-retours entre le bar, installé provisoirement, et la cuisine située au fond de la cour. « *Ce soir, je m'occupe du buffet pour l'inauguration, sourit-il, un saladier plein de menthe à la main. Je travaille dans le milieu de la restauration, alors l'équipe a tout de suite pensé à moi !* »

Reconnu réfugié il y a près de trois ans, ce trentenaire originaire d'Afghanistan ne tarde pas à créer son entreprise, qu'il nomme **Pizzabobo** en clin d'œil à l'expression « bobos parisiens » dont il écarte tout caractère péjoratif. « *La pizza est une passion pour moi. Je propose mes services de pizzaiolo au domicile de mes clients, pour tout type d'événement* », poursuit-il, bien que la crise sanitaire et l'alerte maximale décrétée à Paris cette semaine soient venues perturber ses récentes commandes.

Dimanche soir, à la veille de l'inauguration de la colocation solidaire, Abbas proposait un atelier pizza à ses voisins. L'occasion d'encourager la rencontre et de partager son savoir-faire. « *Ce qui est génial dans ce projet, c'est que ce n'est pas seulement un lieu d'habitation mais un lieu d'échanges. Et tout le monde joue le jeu* », se réjouit-il. Bientôt, le pizzaiolo espère pouvoir concrétiser un projet de formation à destination d'autres réfugiés qui souhaiteraient apprendre le métier.

Au rez-de-chaussée dans la cour, une salle détente et une salle travail ont été créées en complément de la cuisine afin d'offrir des espaces communs aux locataires. Si chaque logement dispose d'une kitchenette, la cuisine entièrement équipée invite les résidents à descendre pour élaborer des plats ensemble. Amadou, un réfugié guinéen, aime se rendre en salle détente pour utiliser la machine à coudre mise à disposition. Couturier de profession, il y confectionne des masques sur son temps libre, qu'il offre à ses colocataires ou aux bénévoles de Caracol.



Marionnettiste et dessinatrice, Maryam, une réfugiée syro-palestinienne, exprime son art sur les murs de la colocation Rousseau. © NB

Lui a obtenu l'asile un an plus tôt, après un parcours du combattant. « *J'étais dubliné [déjà enregistré en Italie – ndlr] et l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a rejeté ma demande d'asile. J'ai dû faire un recours pour que ma demande aboutisse* », résume-t-il, précisant avoir d'abord fait l'objet d'un renvoi vers l'Italie puis être revenu tenter sa chance en France.

« Chacun a des choses à apprendre de l'autre »

Avant de s'installer dans cet immeuble, Amadou était hébergé dans un foyer du XII^e arrondissement de Paris. C'est avec l'aide d'une assistante sociale qu'il a monté un dossier de candidature pour rejoindre la colocation. « *J'ai été retenu avec quatre autres personnes. C'est une chance, car cela nous permet de découvrir des cultures différentes tout en côtoyant des Français. Et puis, c'est central, on a tous les transports à proximité, ce qui aide beaucoup pour aller travailler.* »

Parmi les critères de sélection de Caracol, identiques pour les citoyens français et les réfugiés, l'adéquation avec les valeurs du projet et la disponibilité pour les chantiers participatifs et ateliers. « *Tout l'enjeu de*

ce projet, ajoute Elisa Desqué, c'est d'utiliser le logement temporaire comme levier d'intégration et d'expérimenter un modèle d'habitat inclusif. »

Pour Danusya, résidente de l'immeuble et de nationalité française, l'idée est « *plus qu'intéressante* ». « *On a plein de nationalités qui cohabitent ici depuis déjà trois semaines et ça se passe bien. Les aurait-on croisées dans un autre contexte ? Chacun a des choses à apprendre de l'autre, et même parmi les Français, il y a de la diversité !* », note celle dont les parents sont eux-mêmes réfugiés sri-lankais.

Dans l'un des studios au troisième étage, Laïla*, 27 ans, salue Jean-Luc Romero et Ariel Weil, maire de Paris centre, venus lui souhaiter « *la bienvenue dans le quartier* ». À l'intérieur, un beau tapis d'Orient habille le sol et rappelle les origines de la jeune femme. « *Je suis syrienne et suis arrivée en France en 2015* », précise celle qui aime ouvrir sa porte pour partager un thé ou un café avec ses voisins. Près du canapé et du coin salon, un grand matelas posé à même le sol fait office de lit dans un logement qui commence seulement à être meublé.



Laïla*, 27 ans, aime utiliser la cuisine commune pour y retrouver ses colocataires. © NB

Après un passage à l'université en 2017 où elle prend des cours de français, Laïla décide de se recentrer sur son métier, celui de danseuse, et intègre le Centre national de la danse. Ariel Weil parle déjà d'un éventuel projet en commun avec la Ville de Paris. En attendant et pour subvenir à ses besoins, Laïla a trouvé un emploi temporaire dans la garde d'enfants : « *Je préfère ça à la restauration, par exemple. Et j'apprends aussi aux enfants à danser, ce qui me permet de transmettre ma passion* », sourit-elle en passant une main dans ses cheveux.

Si tous les résidents devront quitter la colocation dans un an, notamment pour permettre la construction de trente logements sociaux dans l'immeuble d'ici là, l'association Caracol promet d'accompagner les réfugiés dans leur future recherche de logement. « C'est déjà très compliqué pour les gens à Paris, mais alors pour des réfugiés, c'est impossible », souffle Abbas, qui a connu la rue à la porte de la Chapelle durant ses premiers mois en France.

Placé ensuite dans un centre d'hébergement d'urgence à Malakoff (Hauts-de-Seine), le jeune homme a vite été confronté, lorsqu'il a souhaité prendre son envol,

aux nombreuses exigences des propriétaires et agences immobilières. « CDI, fiches de paie, garant... Le tout pour un loyer élevé ! Ici, c'est parfait parce qu'on nous laisse une chance de nous loger. » « Il y aura un suivi dans la durée, assure Elisa Desqué. Certains sont déjà sur liste d'attente pour obtenir un logement social à Paris. On ne les laissera pas tomber. »

Boîte noire

* Le prénom a été modifié.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.